

SENATO DELLA REPUBBLICA

XV LEGISLATURA

Doc. **XII-bis**
N. 59

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione n. 363

Riconsiderare la condivisione degli oneri transatlantici (*)

Annunziata il 7 novembre 2007

THE ASSEMBLY,

1. *Recognising* that military spending and burden sharing have moved to the centre of the contemporary political and strategic debate, both within the Alliance and within the political systems of its members;

2. *Aware* that military operations have significantly increased budgetary pressures on Allied governments;

3. *Concerned* that tight national defence budgets are also imposing serious stress on long-term military investment and transformation;

4. *Lamenting* the inadequacy of defence industrial and procurement collaboration within the Alliance and, more generally, between North America and Europe;

5. *Understanding* that financing NATO missions exclusively on a « costs lie where they fall » basis potentially weakens Allied solidarity and thus that studies are needed to see how cost-sharing methods might be incorporated into mission financing;

6. *Noting*, however, that national troop participation in NATO missions, when this is appropriate and feasible, may be the ultimate sign of a country's willingness to accept its share of the collective security burden;

7. *Noting* that common funded projects, joint procurement and genuinely open competition among defence firms from all

(*) Presented by the Economics and Security Committee and adopted by the plenary assembly on Tuesday 9 October 2007, Reykjavik, Iceland.

Allied countries can enhance financial predictability, increase efficiencies and free up resources needed for long-term military transformation;

8. *Recognising* that the common NATO-EU agenda remains far too restricted, particularly given the shared values of the two institutions as well as the fact that 21 NATO members are also EU member states, that both institutions draw from many of the same tax bases, share an interest in encouraging scale economies in the defence industrial sector, and are engaged in the development of transformative military technologies, hardware, and doctrine;

9. URGES member governments and parliaments of the North Atlantic Alliance:

a. to enhance transatlantic co-operation in a range of defence procurement and operational matters because purely national approaches are simply proving too expensive;

b. to examine in a more transparent and even public manner those areas where certain Allies are not meeting commonly agreed collective obligations;

c. to develop ways to help Allied countries better fulfil their operational and defence budgetary obligations;

d. to identify various ways in which mission costs and participation can be shared in a politically sustainable and economically viable fashion;

10. URGES the member states of NATO and the European Union:

a. to embrace joint training programmes, common standards and transparent planning procedures that will improve interoperability of NATO and EU forces and reduce costs;

b. to foster dialogue within the alliance and between NATO and the EU that will lead to practical capabilities improvements that do not result in overlap and duplication;

c. to deepen the NATO-EU dialogue on civil relief policy, aid, post-conflict reconstruction, police and judicial support so that both institutions are better prepared to work together in crisis-torn regions;

d. to recognise the value of both war fighting and peacekeeping capabilities as key elements of any kind of burden sharing equation and to ensure that both North American and European forces are able to engage in both;

e. to lower barriers to defence procurement in Europe and in North America in order to reduce costs, increase competition and accord taxpayers a fair return on their defence investment; and

f. to understand that, insofar as a unified European defence market is built, it should remain open to its North American partners, who, in turn, should consider purchasing European defence equipment without discrimination.

Resolution n. 363

Le partage des charges transatlantiques révisité (*)

L'ASSEMBLÉE,

1. *Reconnaissant* que les dépenses de défense et le partage des charges occupent aujourd'hui une place centrale dans le débat politique et stratégique, tant au sein de l'Alliance qu'au sein des politiques intérieures de ses Etats membres;

2. *Consciente* que les opérations militaires augmentent considérablement les pressions budgétaires sur les gouvernements alliés;

3. *Préoccupée* par le fait que les budgets de la défense nationaux serrés imposent aussi une pression non négligeable sur les investissements et la transformation militaires à long terme;

4. *Déplorant* la collaboration inadéquate entre le secteur de l'industrie de la défense et de l'acquisition de matériel militaire au sein de l'Alliance, et de façon plus générale, entre l'Amérique du Nord et l'Europe;

5. *Comprenant* que le financement de missions de l'OTAN reposant exclusivement sur le principe selon lequel « les dépenses sont à la charge de ceux qui les engagent » pourrait affaiblir la solidarité alliée et que des études sont donc nécessaires pour voir comment incorporer des

méthodes de partage des coûts dans le financement des missions;

6. *Prenant acte*, cependant, que la participation de troupes nationales aux missions de l'OTAN, lorsque cela s'avère approprié et réalisable, peut représenter l'ultime témoignage de la volonté d'un pays d'assumer sa part de la charge de la sécurité collective;

7. *Constatant* que les projets bénéficiant d'un financement commun, les acquisitions de matériel militaire menées conjointement et une concurrence réellement ouverte entre les industries de la défense de tous les pays alliés peuvent améliorer la prévisibilité financière, accroître l'efficacité et dégager les ressources nécessaires à la transformation militaire à long terme;

8. *Reconnaissant* que l'agenda commun de l'OTAN et de l'UE demeure bien trop limité, compte tenu notamment des valeurs que partagent les deux institutions et du fait que 21 Etats membres de l'OTAN sont aussi des Etats membres de l'UE, que les bases fiscales des deux institutions sont sensiblement les mêmes, qu'elles ont intérêt à promouvoir les économies d'échelle dans le secteur de l'industrie de la défense et qu'elles sont engagées dans le développement de technologies, matériels et doctrines militaires transformationnels;

9. **PRIE INSTAMMENT** les gouvernements et parlements des pays membres de l'Alliance atlantique:

a. d'améliorer la coopération transatlantique sur toute une série de questions

(*) Présentée par la Commission de l'économie et de la sécurité et adoptée par l'assemblée plénière le mardi 9 octobre 2007, Reykjavik, Islande.

opérationnelles et relatives aux acquisitions de matériel militaire étant donné que des approches exclusivement nationales s'avèrent tout simplement trop onéreuses;

b. d'examiner de façon plus transparente, voire publique, les domaines où certains Alliés ne respectent pas des obligations collectives convenues de commun accord;

c. de mettre au point des méthodes en vue d'aider les pays alliés à mieux remplir leurs obligations opérationnelles et à respecter leurs engagements pris au niveau du budget de la défense;

d. d'identifier différentes façons de partager les coûts des missions et la participation aux missions d'une manière politiquement durable et économiquement viable;

10. **PRIE INSTAMMENT** les Etats membres de l'OTAN et de l'Union européenne:

a. d'avaliser des programmes de formation conjoints, des normes communes et des procédures de planification transparentes qui amélioreront l'interopérabilité des forces de l'OTAN et de l'UE et réduiront les coûts;

b. de favoriser le dialogue au sein de l'Alliance et, entre l'OTAN et l'UE, afin

d'aboutir à des améliorations pratiques au niveau des capacités, sans chevauchement ni double emploi;

c. d'approfondir le dialogue OTAN-UE sur la politique des urgences dans le domaine civil, l'aide et la reconstruction d'après-conflit, le soutien en matière de justice et de police afin que les deux institutions soient mieux préparées à travailler ensemble dans les régions déshabitées par une crise;

d. de reconnaître la valeur des capacités de combat et de maintien de la paix, comme éléments clés de tout type d'équation du partage des charges et de s'assurer que tant les forces nord-américaines que les forces européennes sont capables de prendre part aux deux;

e. de diminuer les barrières aux acquisitions de matériel militaire en Europe et en Amérique du Nord, pour réduire les coûts, accroître la concurrence et octroyer aux contribuables un juste retour sur leurs investissements en matière de défense; et

f. de comprendre que, dans la mesure où un marché de la défense européen unifié est construit, il doit être ouvert à ses partenaires nord-américains qui, à leur tour, doivent envisager d'acquérir du matériel de défense européen sans discrimination aucune.

N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione n. 363

Riconsiderare la condivisione degli oneri transatlantici (*)

L'ASSEMBLEA,

1. *Riconoscendo* che la spesa militare e la condivisione degli oneri si sono collocati al centro del dibattito politico e strategico contemporaneo, sia in seno all'Alleanza sia all'interno dei sistemi politici dei suoi Paesi membri;

2. *Conscia* del fatto che le operazioni militari hanno notevolmente accresciuto la pressione sui bilanci dei governi alleati;

3. *Preoccupata* per il fatto che i ristretti bilanci nazionali della difesa incidono pesantemente sugli investimenti e la trasformazione a lungo termine dello strumento militare;

4. *Deplorando* l'inadeguata collaborazione nel settore dell'industria e delle acquisizioni della difesa all'interno dell'Alleanza e, più in generale, tra Nord America ed Europa;

5. *Comprendendo* che il finanziamento delle missioni della NATO basato esclusivamente sul principio che « i costi ricadono su chi li sostiene » potenzialmente indebolisce la solidarietà alleata e che sono pertanto necessari degli studi per

valutare come modalità di condivisione dei costi possano essere incorporate nei finanziamenti delle missioni;

6. Prendendo atto, tuttavia, che la partecipazione di contingenti nazionali alle missioni della NATO, laddove opportuna e fattibile, può essere l'indicatore fondamentale della disponibilità di un paese di accettare la propria parte di oneri di sicurezza collettiva;

7. *Rilevando* che un finanziamento comune dei progetti, un approvvigionamento dei materiali congiunto e una concorrenza realmente aperta tra le industrie della difesa di tutti i Paesi alleati possono migliorare la prevedibilità finanziaria, aumentare l'efficienza e rendere disponibili delle risorse necessarie alla trasformazione militare a lungo termine;

8. *Riconoscendo* che l'agenda comune NATO-UE continua ad essere di gran lunga troppo limitata, in particolare considerati i valori condivisi dalle due istituzioni e il fatto che 21 tra i Paesi della NATO sono anche Stati membri dell'UE, che entrambe le istituzioni attingono in buona parte alle stesse basi fiscali, che esse hanno un comune interesse ad incoraggiare economie di scala nel settore dell'industria della difesa e che sono impegnate a sviluppare tecnologie, mezzi e dottrine militari per la trasformazione;

(*) Presentata dalla Commissione economia e sicurezza e adottata nel corso della seduta plenaria martedì 9 ottobre 2007 a Reykjavik, Islanda.

9. SOLLECITA i governi e i parlamenti dei paesi membri dell'Alleanza atlantica:

a. a rafforzare la cooperazione transatlantica in una serie di materie operative ed inerenti all'approvvigionamento di materiali della difesa, in quanto le impostazioni esclusivamente nazionali si stanno dimostrando semplicemente troppo onerose;

b. ad esaminare in modo più trasparente, se non pubblico, gli ambiti in cui taluni Alleati non rispettano gli obblighi collettivi concordati insieme;

c. ad elaborare delle modalità per aiutare i Paesi alleati a meglio onorare i propri obblighi a livello operativo e di bilancio della difesa;

d. ad individuare vari meccanismi mediante i quali i costi e la partecipazione alle missioni possano essere condivisi in maniera politicamente ed economicamente sostenibile;

10. SOLLECITA gli Stati membri della NATO e dell'Unione europea:

a. ad adottare programmi di addestramento congiunti, *standard* comuni e procedure di pianificazione trasparenti che miglioreranno l'interoperabilità tra le forze della NATO e dell'UE e ridurranno i costi;

b. a far avanzare un dialogo in seno all'Alleanza e tra l'UE e la NATO che porti

a miglioramenti concreti delle capacità senza creare sovrapposizioni e duplicazioni;

c. ad approfondire il dialogo NATO-UE sulla politica dei soccorsi civili, gli aiuti, la ricostruzione postbellica e il sostegno alle autorità giudiziarie e di polizia in modo che entrambe le istituzioni siano più preparate ad operare insieme in regioni devastate dalle crisi;

d. a riconoscere il valore delle capacità sia di combattimento sia di mantenimento della pace, quali elementi fondamentali di qualsiasi formula di condivisione degli oneri e a far sì che tanto le forze nordamericane quanto quelle europee siano in grado di svolgere entrambe le funzioni;

e. a ridurre le barriere alle acquisizioni della difesa in Europa e in Nord America al fine di diminuire i costi, aumentare la concorrenza e assicurare ai contribuenti un giusto ritorno sui loro investimenti nel settore della difesa; e

f. a comprendere che, nella misura in cui viene costruito un mercato europeo della difesa unico, quest'ultimo dovrebbe rimanere aperto ai partner nordamericani che, a loro volta, dovrebbero valutare la possibilità di acquistare materiali della difesa europei senza discriminazione alcuna.



